



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 143 – 2^{ème} trimestre 2010

Sommaire

Synthèse	3
1- Le contexte international et national	4
2- La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique	5
Annexes statistiques	9
Note méthodologique	10
Les secteurs d'activité	11
Vue d'ensemble des secteurs	12
Agriculture et élevage	13
Le secteur agroalimentaire	16
Les autres industries	18
Le secteur du bâtiment et des travaux publics	20
Le secteur du commerce	22
Le secteur des services aux entreprises	24
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme	25
Les entreprises	27
L'investissement des entreprises	28
Les conditions de financement offertes aux entreprises	28
La vulnérabilité des entreprises	29
Dernières données chiffrées	29
Les ménages	31
La consommation des ménages	32
L'investissement des ménages	32
La vulnérabilité des ménages	33
Dernières données chiffrées	33
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	35
Le marché de l'emploi	36
L'inflation	36
Le commerce extérieur	36
Dernières données chiffrées	37
Liste des publications	38

Synthèse

1- Conjoncture internationale et nationale

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au second trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,4 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance (pour -2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit, passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le second trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux derniers trimestres (+1 et +1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine qui est devenue ainsi la deuxième économie mondiale.

Le PIB de la zone euro a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au second trimestre, après +0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre mai et juin, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+2,2 % au second trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle des prix dans la zone euro, mesurée par l'IPCH, s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

En France, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : +0,6 % après +0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de -0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises qui ont contribué positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour +0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés dans le cadre des soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure est devenue de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

¹ Soit 0,6% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,9% en rythme trimestriel.

³ Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

2- La conjoncture économique à la Martinique

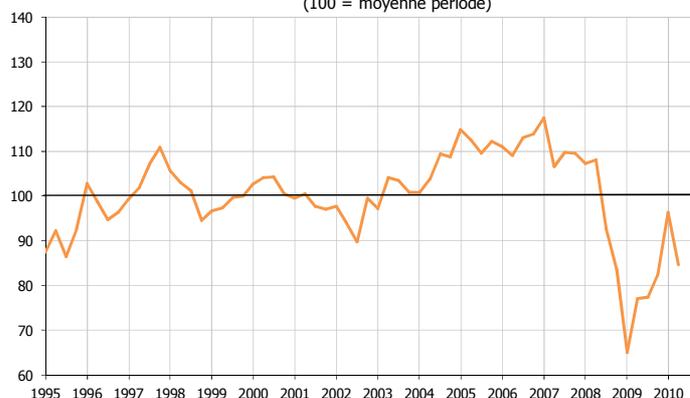
L'économie martiniquaise a ralenti au second trimestre⁴.

Après un premier trimestre favorablement orienté, l'activité économique de la Martinique montre quelques signes d'essoufflement au second trimestre. **L'indicateur de climat des affaires** se dégrade (-12 points) et se situe en dessous de sa moyenne de longue période, néanmoins ce niveau est légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2009.

La consommation des ménages demeure mitigée, dans un contexte où l'ensemble des acteurs économiques est affecté par des difficultés de trésorerie. L'investissement reste encore timide, malgré la mise en place des actions de relance économique.

A l'exception du secteur agroalimentaire, l'ensemble des secteurs manquent de dynamisme, avec des difficultés persistantes pour le BTP et le tourisme.

Indicateur de climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Modération des prix au second trimestre

L'indice des prix à la consommation diminue de 0,1 % sur le trimestre contre +0,6 % au premier trimestre. Cette évolution tient à la baisse des prix des services sur la période (-0,5 %), les prix de l'alimentation et des produits manufacturés progressant respectivement de 0,2 % et 0,3 %, alors que le prix de l'énergie est stable.

Sur un an, la hausse atteint 1,6 % à fin juin⁵ sous l'impulsion des prix de l'énergie (+8,5 %), de l'alimentation (+1,5 %) et des services (+1,4 %). Au final, l'évolution des prix est proche de celle enregistrée en France métropolitaine (+1,5 %) et à La Réunion (+1,7 %), mais inférieure à celle de la Guadeloupe (+2,2 %).

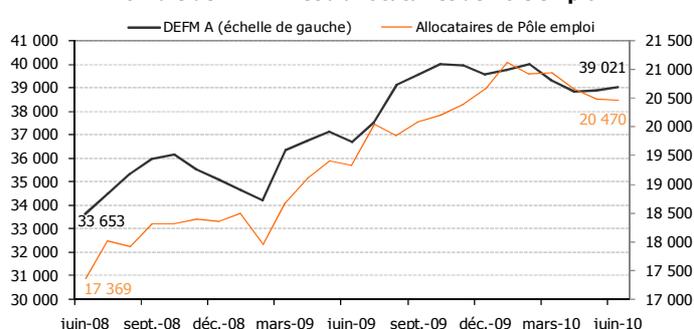
L'INSEE a réalisé en mars 2010 une enquête de comparaison des prix entre les DOM et la France métropolitaine⁶. Cette enquête s'appuie sur la méthodologie internationale de calcul des parités de pouvoir d'achat qui consiste à comparer entre différents territoires les prix d'un même panier de produits, représentatif de la consommation des ménages. Les résultats indiquent que le niveau général des prix était plus élevé dans les DOM qu'en France métropolitaine. Il était supérieur de 13,0 % en Guyane, de 9,7 % en Martinique, de 8,3 % en Guadeloupe et de 6,2 % à La Réunion. Les écarts les plus marqués portent sur les prix des produits alimentaires (+29,5 %) et les prix des autres biens et services (+28,2 %).

Légère détente sur le marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie A (DEFM A) diminue de 0,7 % entre mars 2010 et juin 2010, pour atteindre 39 021 personnes. Parallèlement, le nombre d'allocataires de pôle emploi (toutes allocations confondues) s'inscrit en baisse de 2,2 % sur le trimestre.

Toutefois, les tensions sur l'emploi restent vives sur un an puisque le nombre de DEFM A et d'allocataires indemnisés par Pôle emploi⁷ progressent respectivement de 6,4 % et 8,7 %.

Nombre de DEFM A et d'allocataires de Pôle emploi



Source : SMTP - Pôle emploi, Dares

⁴ Achevé de rédiger le 6 septembre 2010.

⁵ A fin juillet, l'inflation atteint 2 % en glissement annuel. Cette évolution est due principalement à l'accroissement des prix des services (+1,8 %) et de l'énergie (+13,1 %).

⁶ Insee Première – Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010, juillet 2010.

⁷ Les allocataires indemnisés par Pôle emploi sont les personnes qui bénéficient de l'assurance chômage. A fin juin 2010, 14 954 personnes perçoivent cette allocation.

Une consommation des ménages toujours mitigée

La consommation des ménages est en hausse sur un an, mais les indicateurs objectifs de la consommation des ménages ont suivi des évolutions contrastées sur le trimestre. Le chiffre d'affaires de la grande distribution est en repli sur le second trimestre (-1,7 %) ; cependant, en cumul sur le semestre, il retrouve son niveau de 2008, soit une hausse de 18,1 % par rapport au premier semestre 2009. Les professionnels du commerce font quant à eux état d'une baisse de leur activité après deux trimestres corrects.

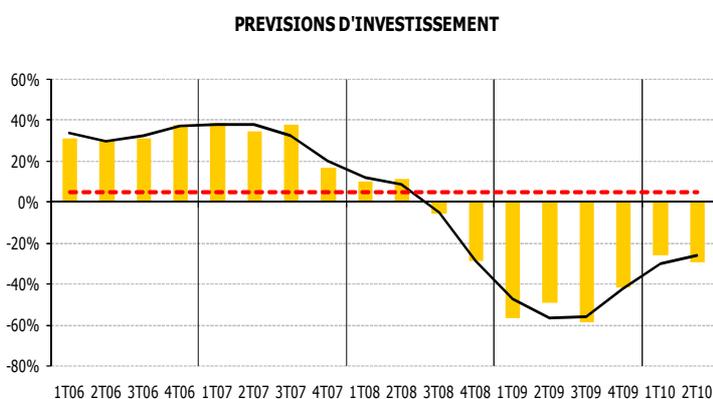
Les importations de biens de consommation sont en hausse (respectivement de +8,2 % sur le trimestre et +11,4 % en glissement annuel), tirée par les importations de biens d'équipement du foyer, mais cette bonne orientation peut s'expliquer par un effet mécanique lié à la faiblesse des importations au premier semestre 2009⁸.

Concernant le commerce automobile, malgré une meilleure orientation au deuxième trimestre (+1,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2010), les immatriculations de véhicules de tourisme neufs sont nettement en dessous du niveau atteint au deuxième trimestre 2009 (-10,8 %). Les dispositifs de soutien au secteur (prime à la casse) ont ralenti mais pas enrayer le mouvement de baisse des achats automobiles.

Faiblesse persistante de l'investissement

La reprise de l'investissement esquissée en début d'année ne s'est pas intensifiée au second trimestre. Si les importations de biens d'équipement progressent encore de 3,7 % (en cvs) au second trimestre (contre +15,1 % au premier), les ventes de véhicules utilitaires sont stables par rapport au trimestre précédent mais en net repli par rapport à 2009 (-23,2 % par rapport au premier semestre 2009).

A fin juin 2010, les prévisions d'investissement restent nettement inférieures à la moyenne de longue période. Seuls les secteurs agroalimentaire et du commerce bénéficient de prévisions plus favorables.



Néanmoins, la situation financière des entreprises reflète quelques signes d'amélioration. Le nombre d'impayés sur effets de commerce se réduit 8,4 % sur un an. Parallèlement, la situation financière des collectivités locales bénéficie de la reprise des recettes d'octroi de mer sur le premier semestre (+9,3 % sur un an).

Hausse des importations et repli des exportations

Les importations sont favorablement orientées. Elles sont en hausse de 1,5 % en données cvs par rapport au premier trimestre et elles augmentent de 15,9 % par rapport au second trimestre 2009. En revanche, les exportations sont en repli par rapport au premier trimestre 2010 (-11,5 % en données cvs), en liaison avec une diminution en valeur des exportations de produits énergétiques et agricoles.

Une diminution du courant d'affaires dans presque tous les secteurs

Selon les chefs d'entreprise, le second trimestre est caractérisé par la morosité du courant d'affaires. Les charges d'exploitation pèsent sur la trésorerie qui est également pénalisée par une nouvelle dégradation des délais de paiement.

Une fois de plus, seul le **secteur agroalimentaire** connaît une bonne orientation de son courant d'affaires, en dépit de l'accroissement des charges et de la réduction des prix. Toutefois, dans la filière canne-sucre, la campagne 2010 a été perturbée par les aléas climatiques : 202,2 mille tonnes de cannes ont été broyées (-9,4 % sur un an), la teneur en sucre ressort à un niveau plus faible que les années précédentes⁹.

L'activité du **secteur primaire** bénéficie de l'évolution favorable de la filière banane. Selon les données de l'association interprofessionnelle des fruits et légumes frais (FEL), le tonnage de bananes martiniquaises arrivées au sein de l'Union européenne progresse de 15,7 % sur un an. De plus, le prix de la banane martiniquaise progresse de 14,0 %

⁸ Au premier semestre 2009, les entreprises ont réalisé des déstockages pour reconstituer leur trésorerie.

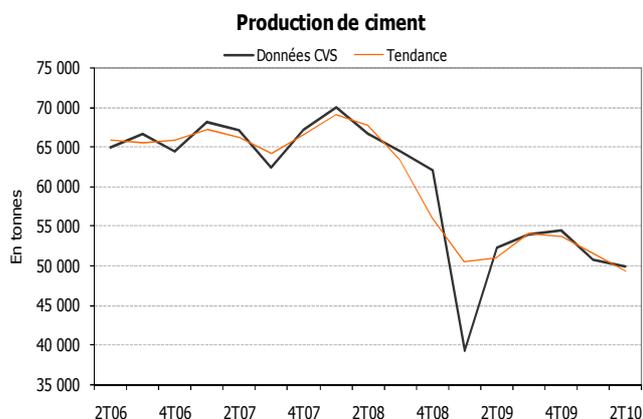
⁹ La production de sucre est en chute de 27,4 % par rapport à 2009 (données provisoires) alors que celle de rhum diminue de 1,9 % sur un an.

entre juin 2009 et juin 2010 pour s'établir à 0,75 euro le kilogramme. En revanche, la production de viande locale diminue de 8,9 % par rapport à fin juin 2009.

Après deux trimestres plus favorablement orientés, le secteur du **commerce** est touché par une dégradation de son activité. Le niveau des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement pèsent sur les trésoreries. Le contexte économique reste peu propice à une reprise de l'activité et certains segments de marché, comme le commerce automobile, sont touchés par une concurrence exacerbée entre les acteurs.

L'activité du **BTP** a enregistré une forte contraction. Les attestations de conformité électriques se replient de 21,3 % en données cvs sur un trimestre et les ventes de ciment baissent également mais dans une moindre mesure (- 1,6 % en données cvs). Sur le semestre, les ventes de ciment sont toutefois en hausse (+9,0%), mais se situent à un niveau très en deçà de 2008 (-26,6 %).

Le secteur est impacté par le manque d'appels d'offre et n'a pas bénéficié de la reprise de la construction de logements constatée en métropole.



Le secteur de l'**industrie** souffre de morosité de l'activité du BTP. L'allongement des délais de paiement et l'accroissement des charges impactent fortement la trésorerie.

Au terme de la haute saison, le secteur du **tourisme** se maintient à un niveau proche de sa moyenne de longue période. Néanmoins le trafic passager du second trimestre baisse de 3,3 % sur un an et s'inscrit en repli de 5,1 % par rapport au second trimestre 2008. Il a certainement pâti de la fermeture d'Orly du 15 au 20 avril, en raison du nuage de cendres. Le taux d'occupation des hôtels atteint 52 % en moyenne au second trimestre 2010 contre 53 % pour la même période de 2009.

L'activité des **services aux entreprises** affiche un courant d'affaires morose en liaison avec l'orientation défavorable de l'activité des autres secteurs et l'absence de visibilité économique. L'allongement des délais de paiement impacte la trésorerie déjà fragilisée par un niveau de charge élevé et par un niveau du carnet de commandes en baisse.

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre 2008 répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre 2008; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

A fin août et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 126 dossiers ont été déposés. Sur les 84 dossiers recevables, 32 dossiers ont été clôturés après un succès de la médiation et 25 sont en échec. Le taux de médiation réussie en Martinique s'établit ainsi à 56 %.

Annexes statistiques

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- Des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes, etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- Des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédits traitées par l'IEDOM,
- Les résultats de l'enquête de conjoncture que l'iedom réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprise de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

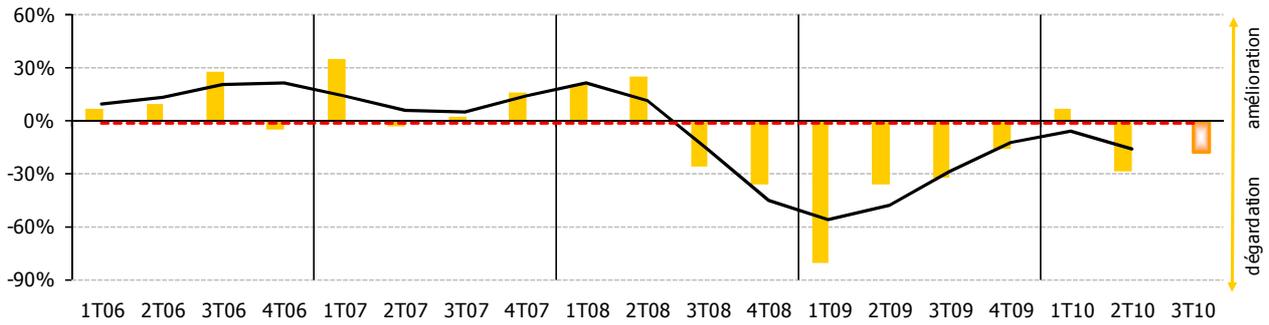
-

***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

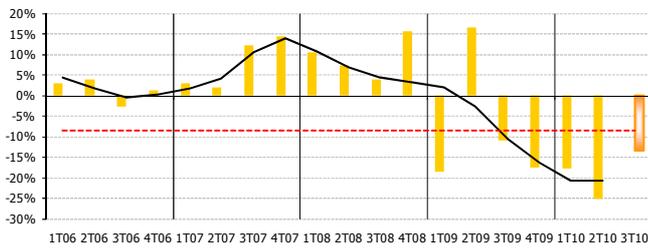
VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 111 entreprises employant au total 5 988 salariés

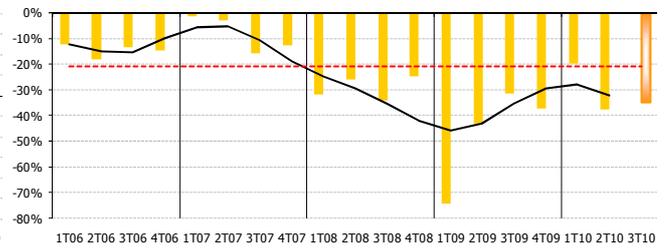
ACTIVITE



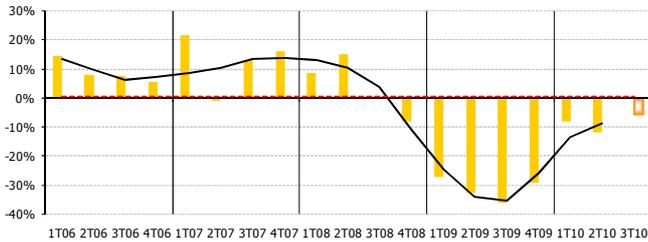
CHARGES



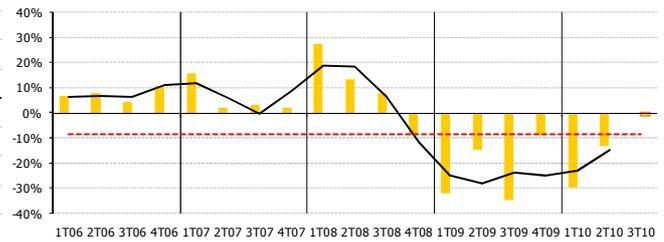
TRESORERIE



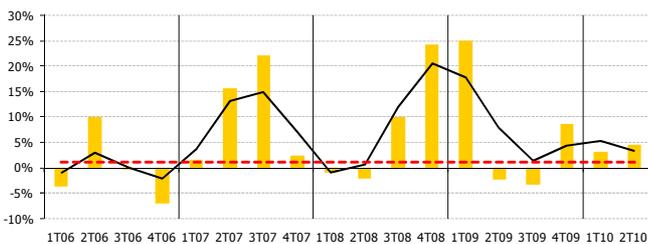
EFFECTIFS



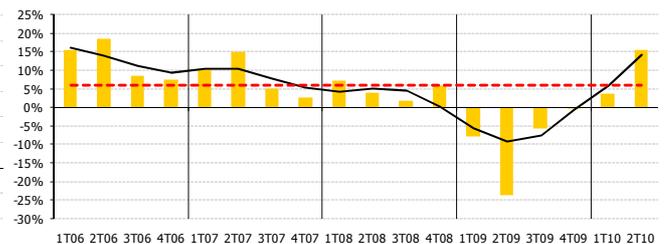
PRIX DE VENTE



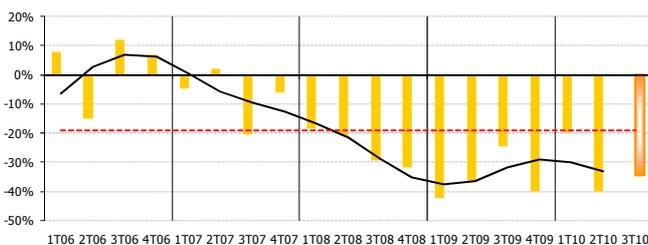
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



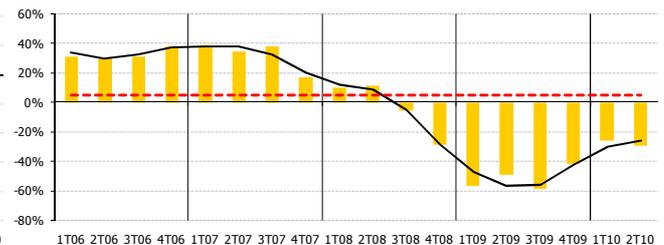
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

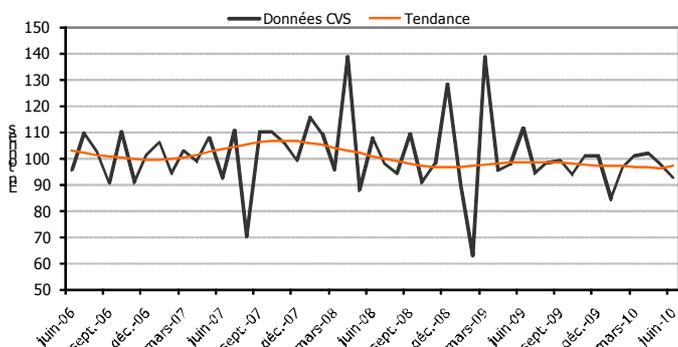


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

AGRICULTURE ET ELEVAGE

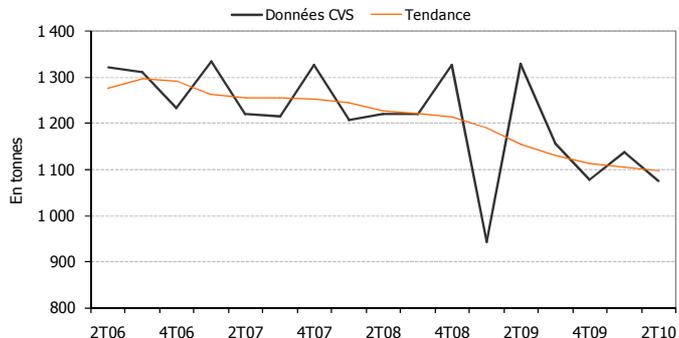
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

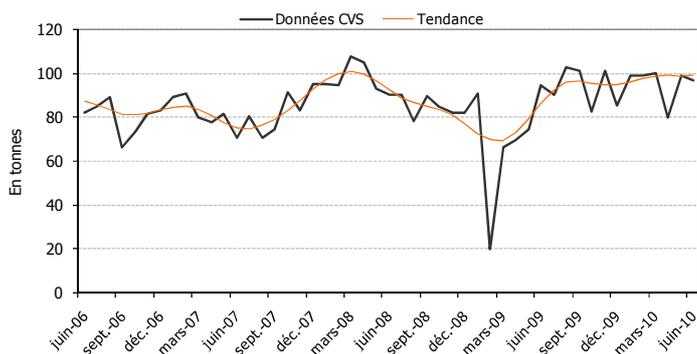
Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

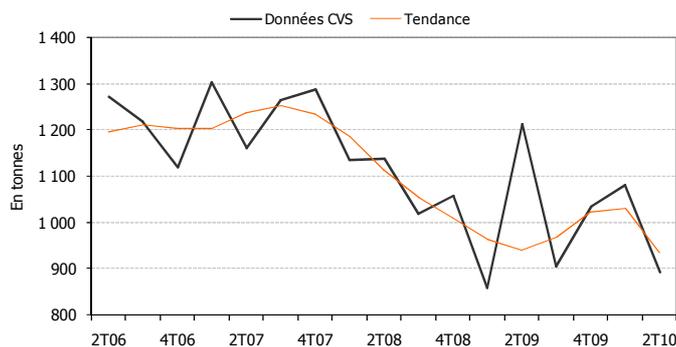
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

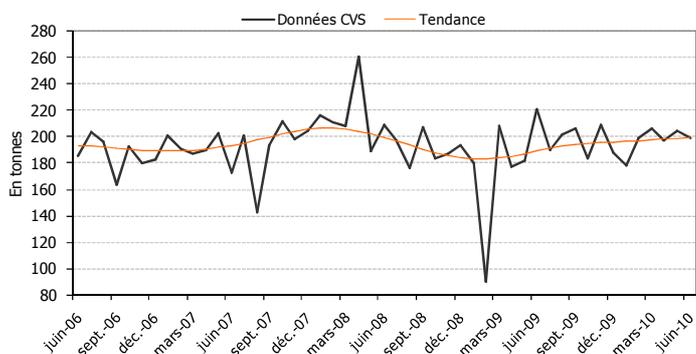
Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

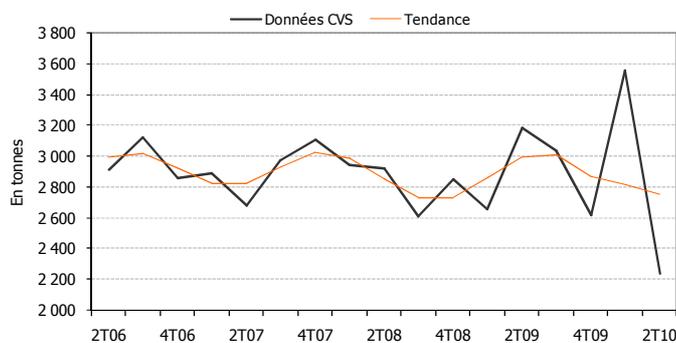
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

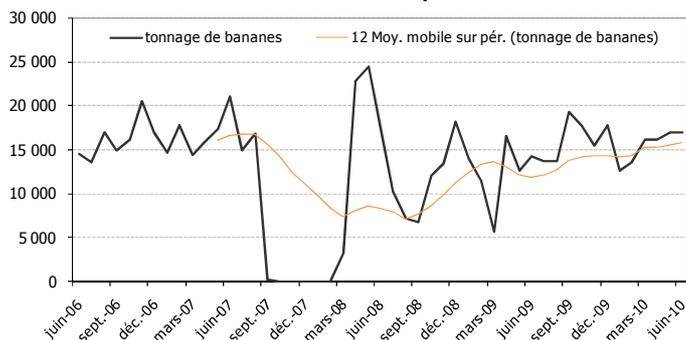
Importations de volailles



Source : Douanes, données trimestrielles

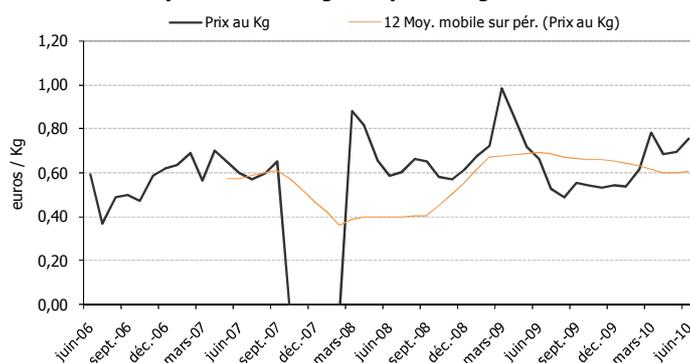
La filière banane

Arrivages de bananes martiniquaises au sein de l'Union européenne



Source : Fel Hebdo, données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du Kg de bananes*

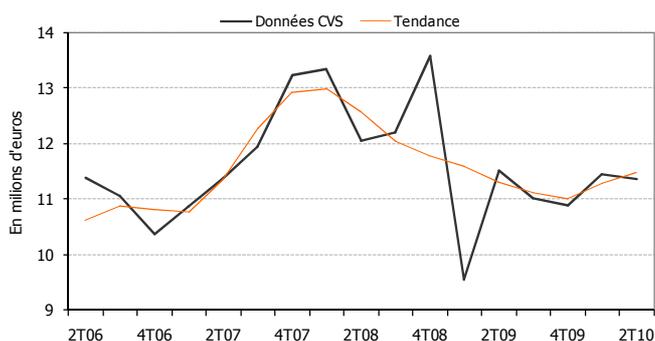


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

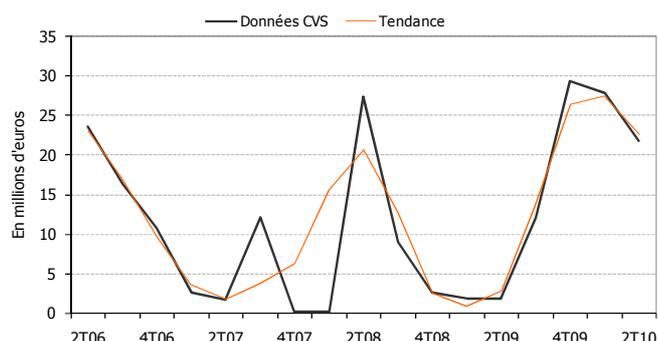
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	96,5	93,9	110,5	116,5	101,6	89,9	109,1	98,1	573,2	-15,7%	-4,7%
Porcins	69,1	58,4	74,8	78,5	95,3	73,7	83,7	81,3	458,0	3,5%	35,8%
Total*	170,6	157,7	190,7	203,5	206,4	169,0	200,5	185,7	1 069,0	-8,7%	10,4%

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Importations en tonnes	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	1 275,9	1 178,7	1 177,6	1 284,2	1 146,7	1 105,3	1 156,3	1 033,2	2 189,5	-19,5%	-2,3%
Porcins	1 209,4	1 116,9	1 099,8	1 173,8	806,4	1 333,0	921,6	862,0	1 783,6	-26,6%	-6,5%
Volailles	2 748,7	2 557,4	2 813,4	3 096,9	3 000,6	2 775,2	3 474,0	2 195,0	5 669,0	-29,1%	-0,8%

Source : Douanes - données trimestrielles

Produits agricoles* en millions d'euros	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	26,8	1,9	30,8	2,1	14,1	24,3	24,9	24,2	49,1	ns	ns
Importations	11,8	11,7	12,4	11,8	10,7	11,5	10,8	11,6	22,5	-1,6 %	7,8 %

* Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Source : Douanes - données trimestrielles

Bananes en milliers de tonnes	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Arrivages au sein de l'UE	14,5	21,1	17,3	14,2	16,2	16,2	16,9	17,0	92,6	19,6 %	24,2 %

Source : DRCCRF - données mensuelles

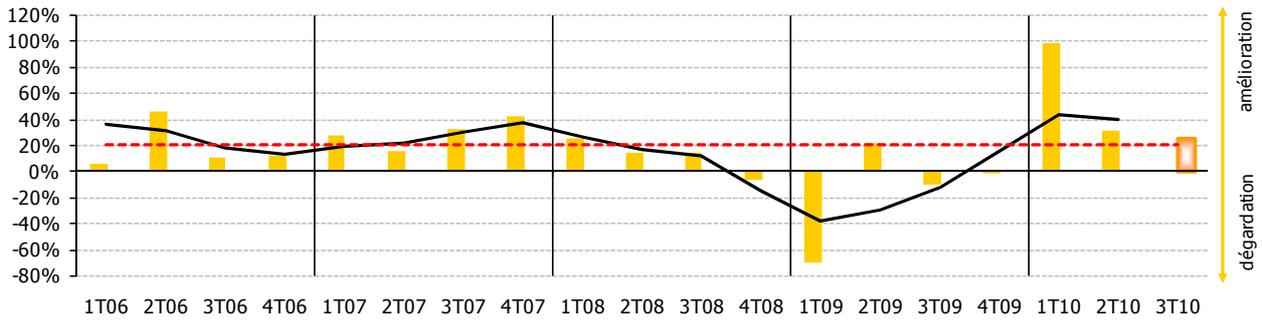
Bananes	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Prix moyen au kg	0,59 €	0,59 €	0,59 €	0,66 €	0,78 €	0,68 €	0,69 €	0,75 €	14,0%

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

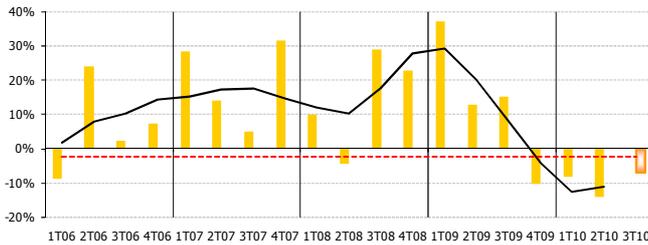
SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 856 salariés.

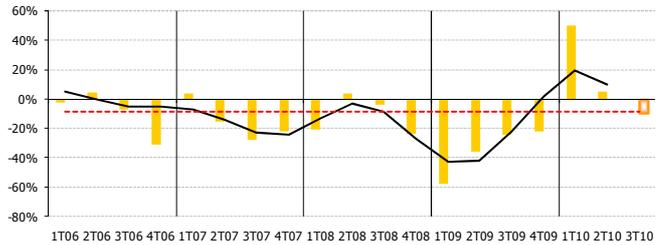
ACTIVITE



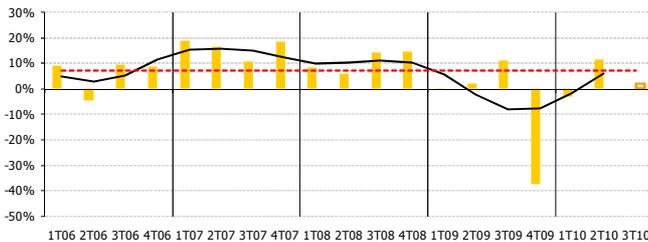
CHARGES



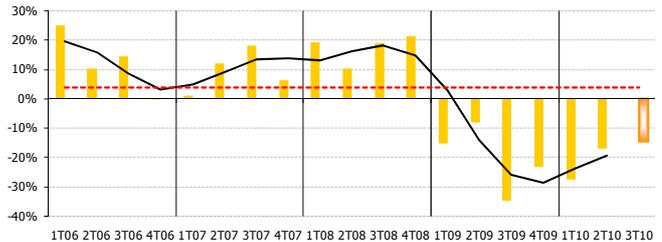
TRESORERIE



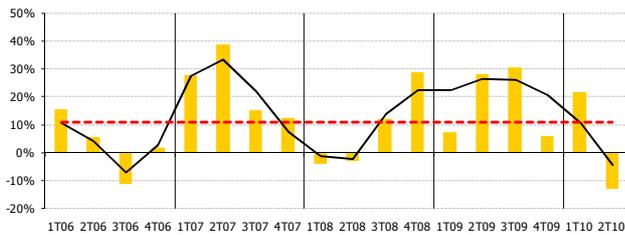
EFFECTIFS



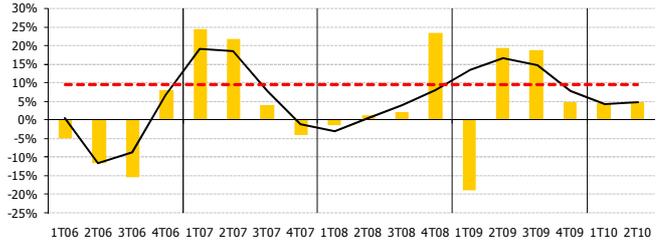
PRIX DE VENTE



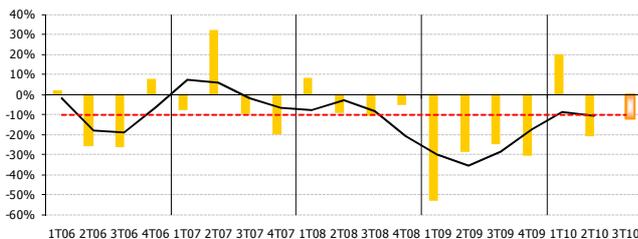
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



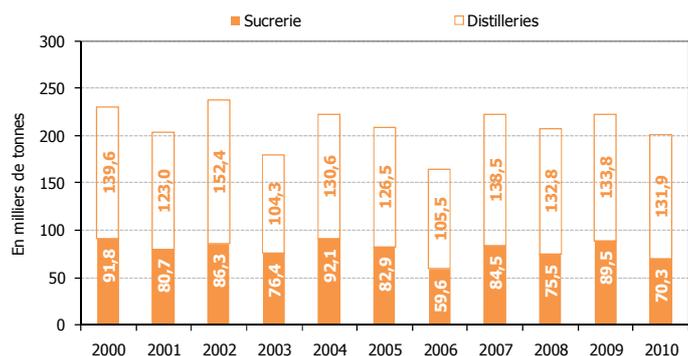
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



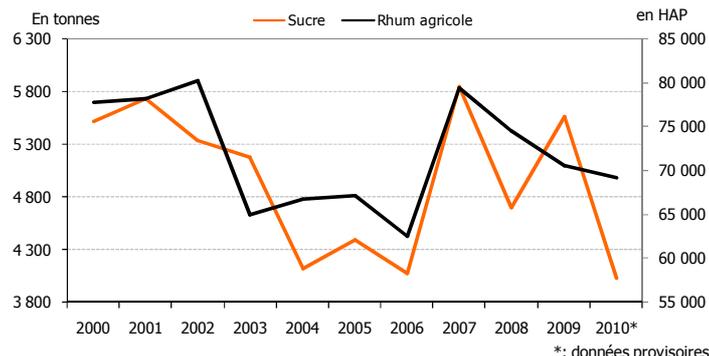
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La filière rhum

Cannes Broquées



Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

*: données provisoires

Dernières données chiffrées

Cannes broquées <i>en milliers de tonnes</i>	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	$\frac{\sum 2010^*}{\sum 2009}$
Sucrierie	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	70,3	-21,4 %
Distilleries	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	131,9	-1,4 %
Total	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	202,2	-9,4 %

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

Production	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	$\frac{\sum 2010^*}{\sum 2009}$
Sucre <i>(en milliers de tonnes)</i>	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	4,0	-27,4 %
Rhum agricole <i>(en milliers d'HAP)</i>	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	70,6	69,3	-1,9 %

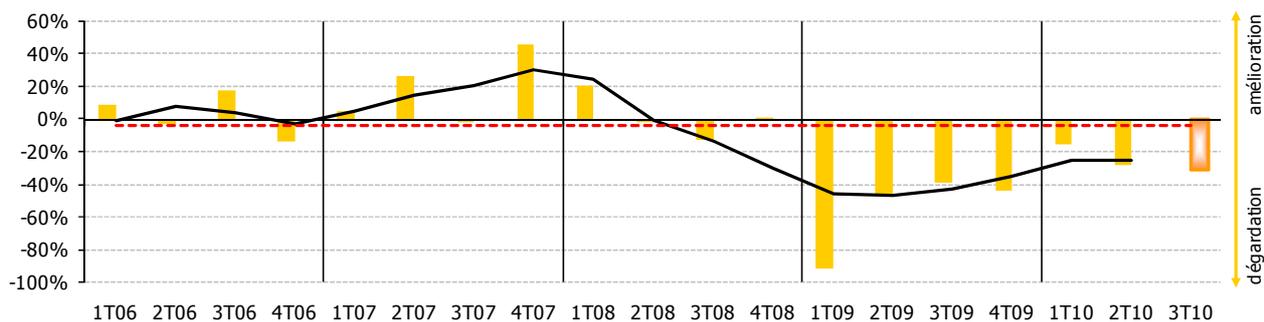
* : données provisoires

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

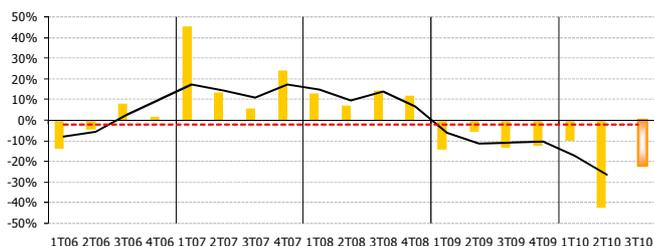
SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur employant au total 733 salariés.

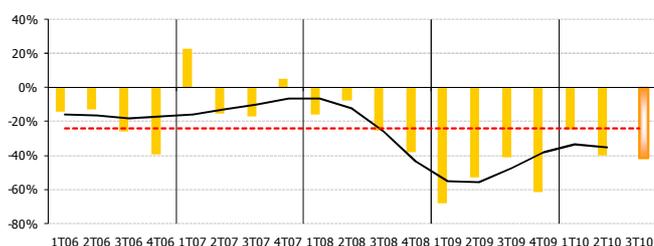
ACTIVITE



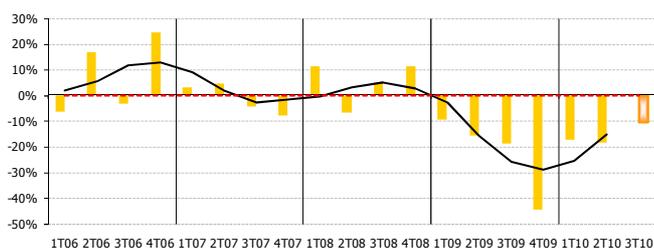
CHARGES



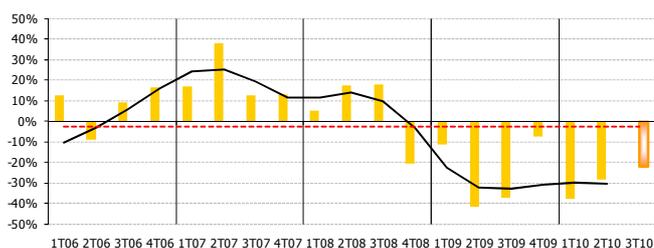
TRESORERIE



EFFECTIFS



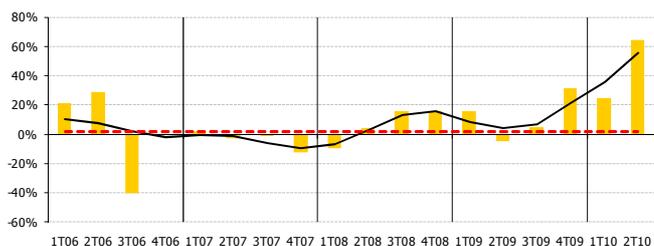
PRIX DE VENTE



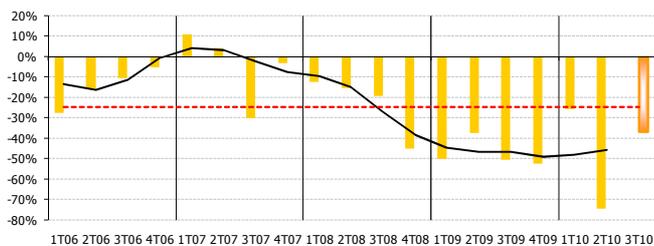
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



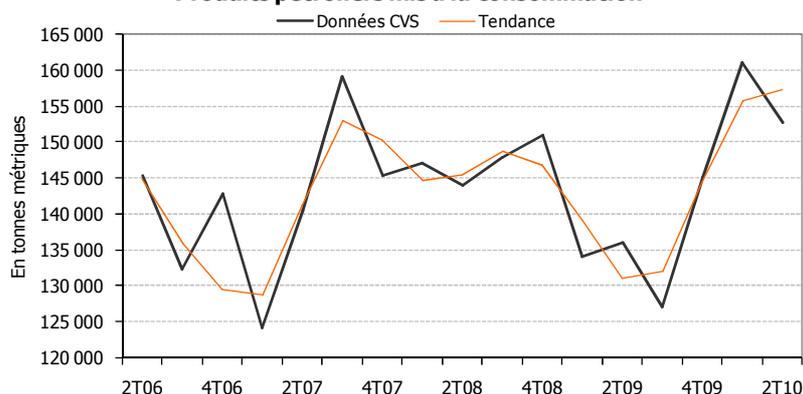
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - Moyenne de long période

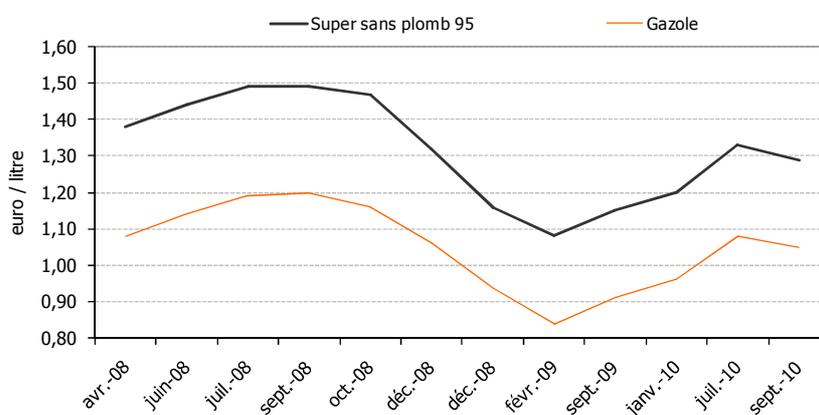
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : DRCCRF

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Mis à la consommation	140,1	134,4	137,0	128,5	134,3	149,6	155,8			

Source : Sara - données trimestrielles

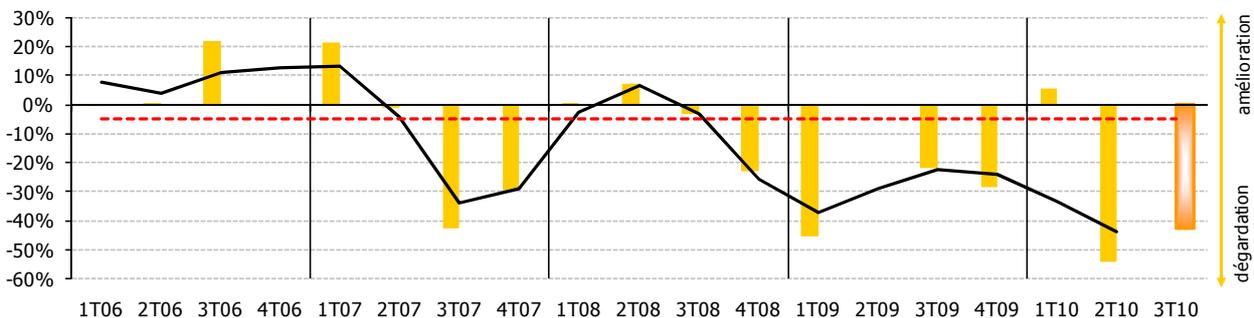
Prix à la pompe en euros	1 ^{er} Oct. 2008	1 ^{er} Déc. 2008	15 Déc. 2008	13 Fév. 2009	8 Sept. 2009	1 ^{er} Janv. 2010	15 juillet 2010	4 sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{juil.2010}}$
Essence sans plomb	1,47	1,32	1,16	1,08	1,15	1,20	1,33	1,29	-3,0 %
Gazole route	1,16	1,06	0,94	0,84	0,91	0,96	1,08	1,05	-2,8 %

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises du secteur de la construction employant au total 829 salariés.

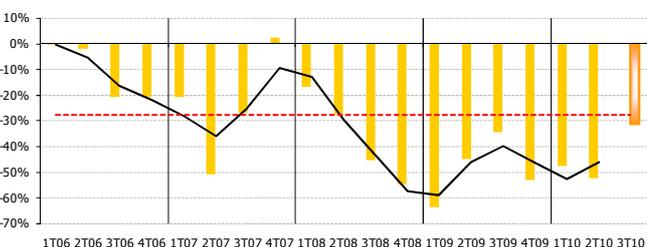
ACTIVITE



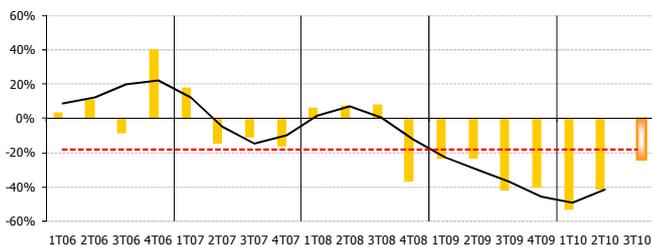
CHARGES



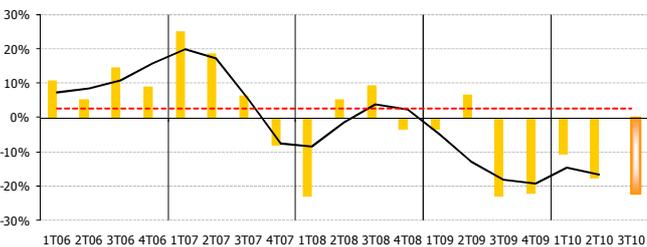
TRESORERIE



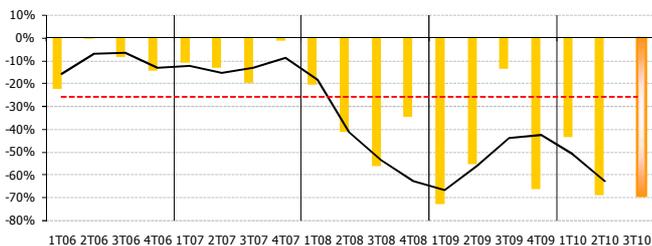
PRIX DE VENTE



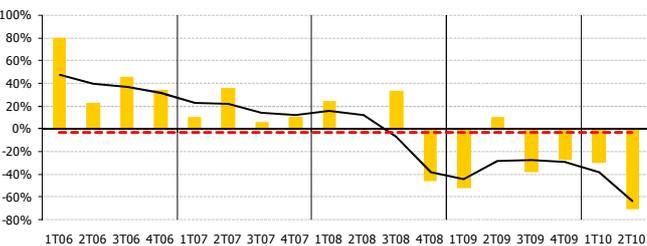
EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT

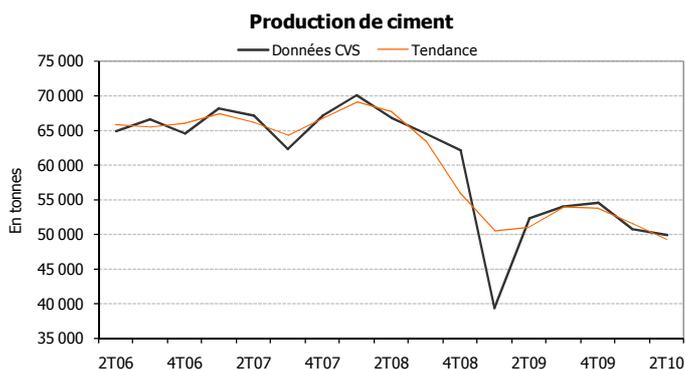


PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

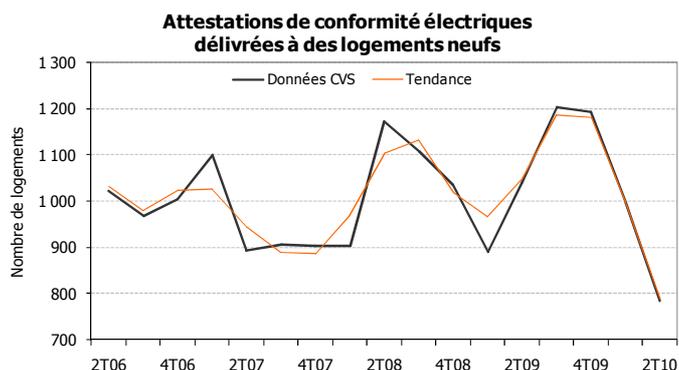


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - Moyenne de longue période

La production de ciment – les attestations de conformité

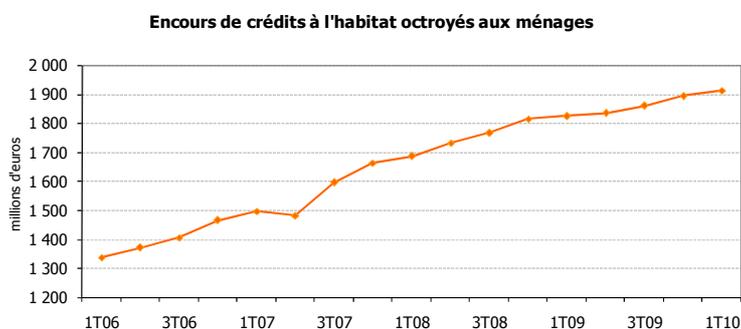


Source : Ciment Antillais, données trimestrielles



Source : Consuel, données trimestrielles

Les encours de crédit à l'habitat des ménages



Source : Iedom, données trimestrielles

NB : établissements de crédit installés localement ou non

Dernières données chiffrées

Ciment milliers de tonnes	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Production	66,7	69,4	69,4	54,5	55,0	53,3	48,7	52,1	100,8	-4,5 %	9,0 %

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Attestations de conformité électrique	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de logements neufs	1 141	1 006	1 345	1 204	1 102	1 377	764	914	1 678	-24,1 %	-12,0 %

Source : Consuel - données trimestrielles

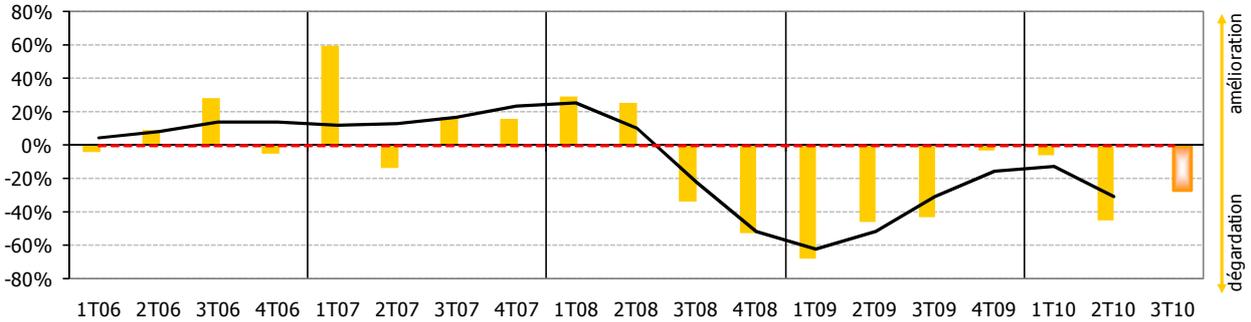
Crédit à l'habitat en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	1 912,7	4,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

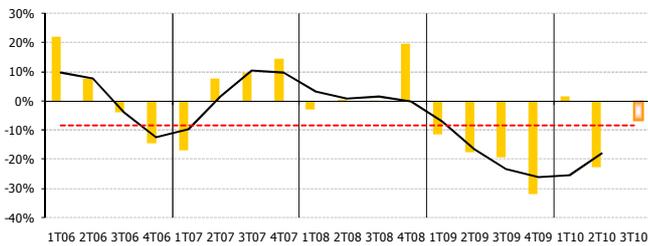
SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur employant au total 1 905 salariés.

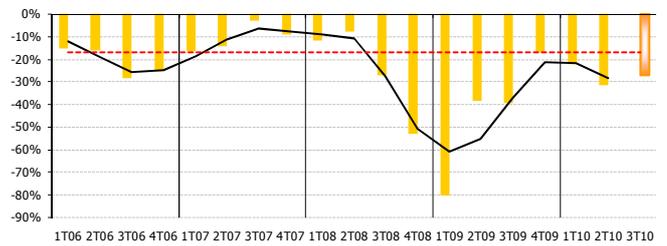
ACTIVITE



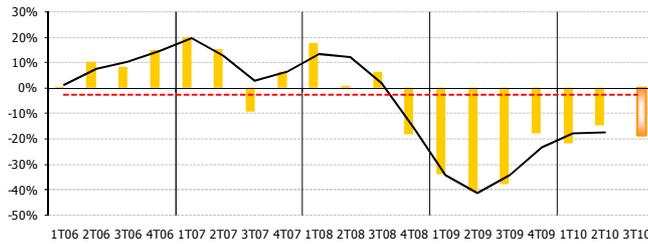
CHARGES



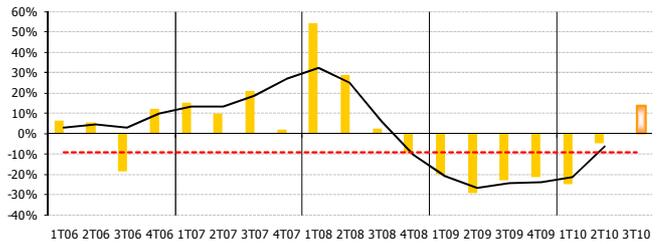
TRESORERIE



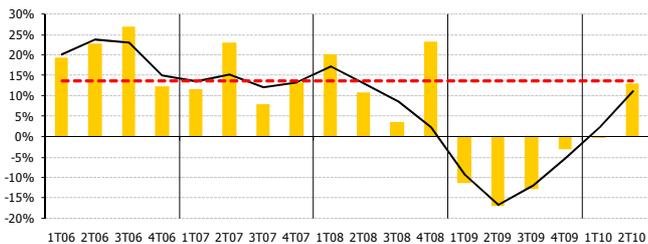
EFFECTIFS



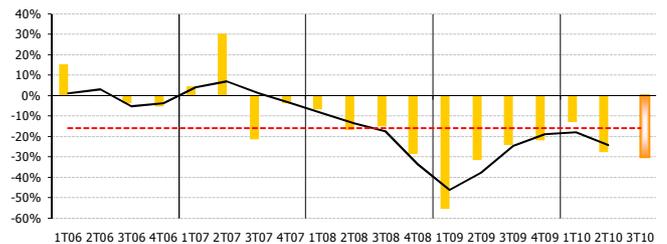
PRIX DE VENTE



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



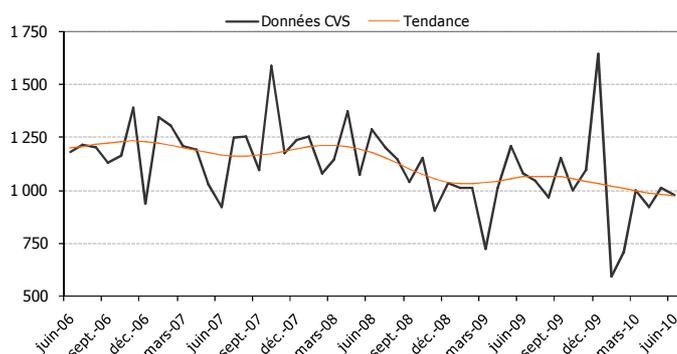
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - Moyenne de longue période

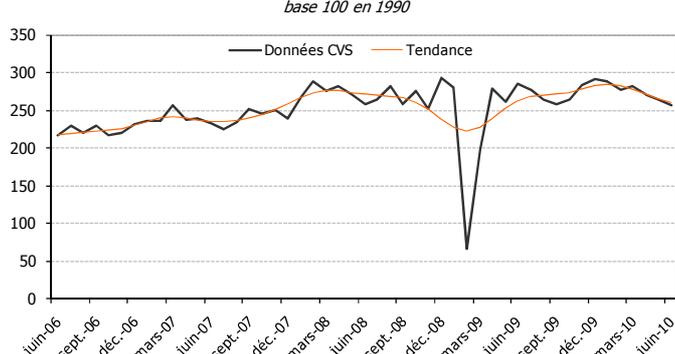
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



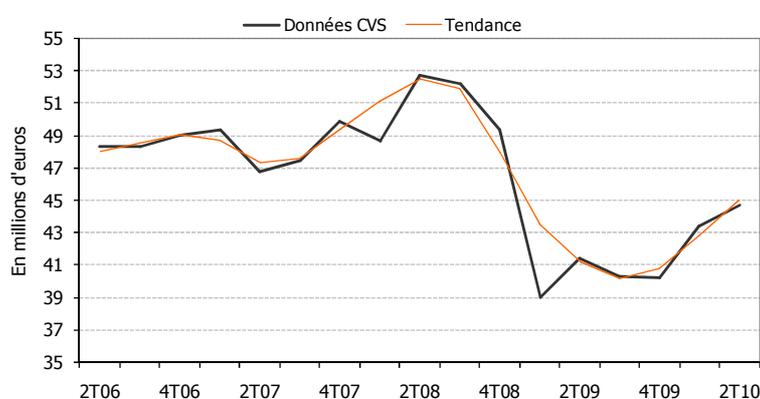
Source : Aaa, données mensuelles

Indice du chiffre d'affaires de la grande distribution
base 100 en 1990



Source : DRCCRF, données mensuelles

Recettes d'octroi de mer



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Immatriculations	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules particuliers neufs	1 111	877	1 231	1 050	1 005	820	738	960	5 007	-8,6 %	-15,4 %

Source : AAA, données mensuelles

Grande distribution	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Indice du chiffre d'affaires	205,2	221,6	248,5	276,0	263,5	252,7	266,1	248,7	-9,9 %	18,1 %

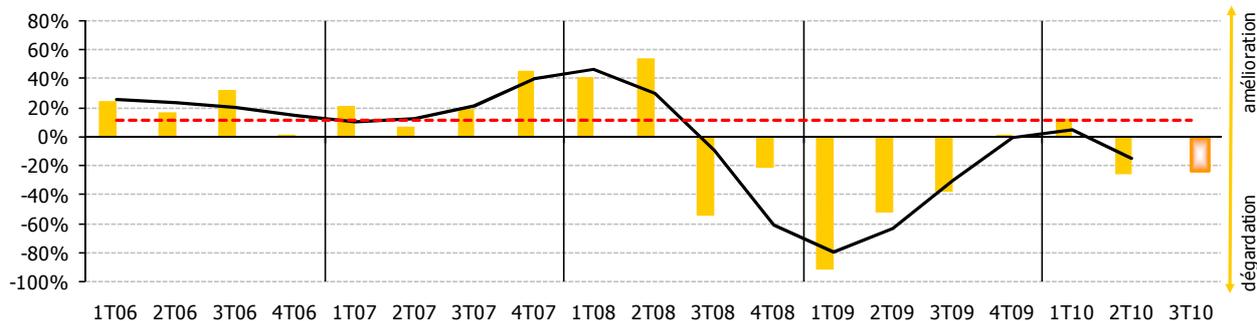
Source : DRCCRF, données mensuelles

Octroi de mer en millions d'euros	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Recettes	47,4	45,8	51,7	40,7	38,8	45,5	40,0	43,9	83,9	7,9 %	9,3 %

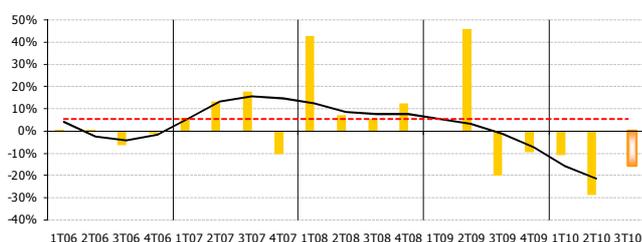
SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 17 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 465 salariés.

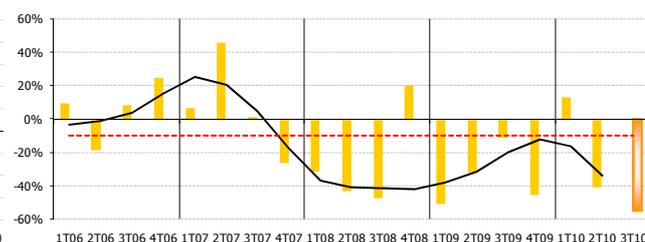
ACTIVITE



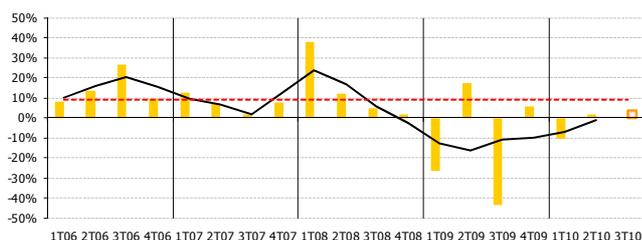
CHARGES



TRESORERIE



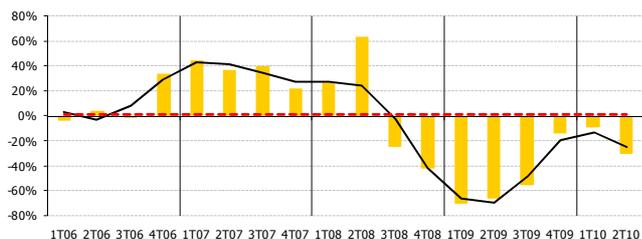
PRIX DE VENTE



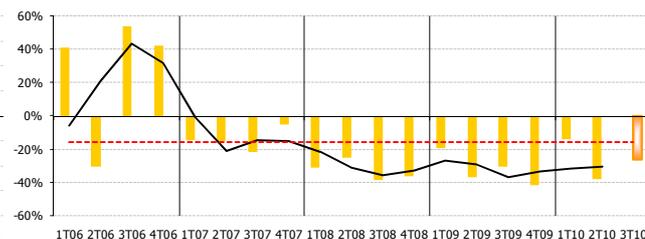
EFFECTIFS



CARNET DE COMMANDE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

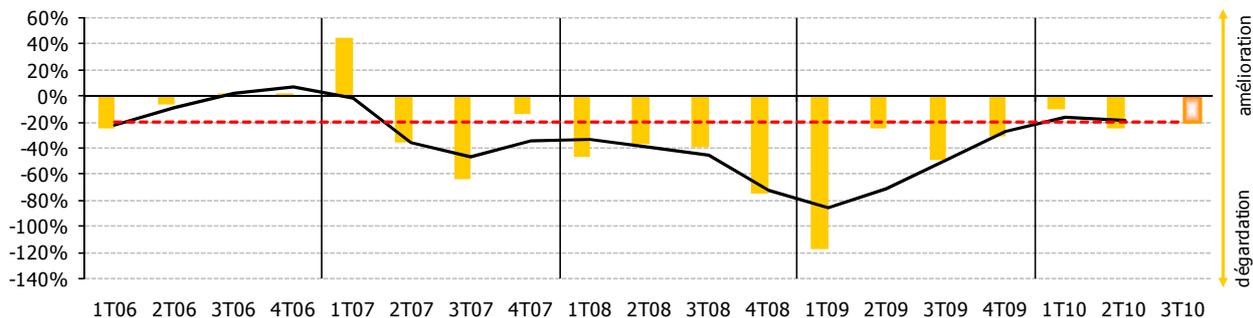


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

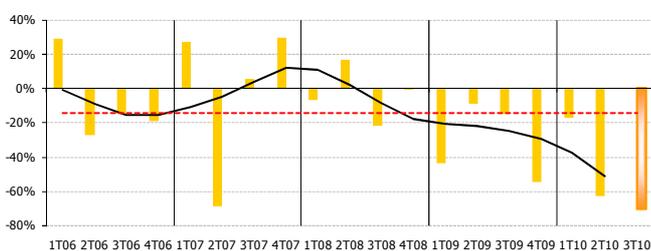
SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 8 entreprises du secteur employant au total 200 salariés.

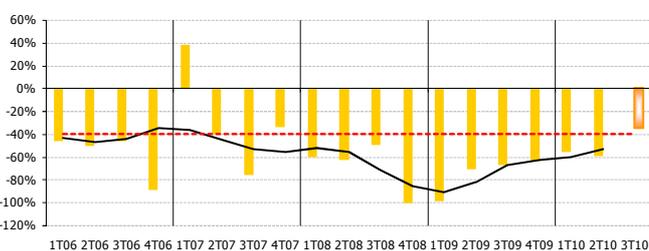
ACTIVITE



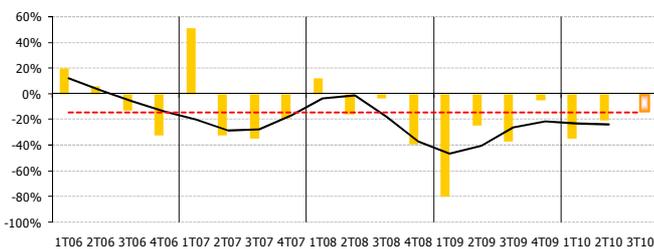
CHARGES



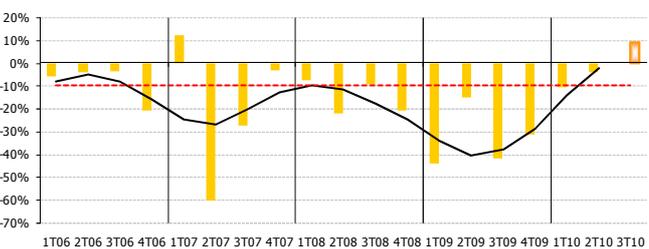
TRESORERIE



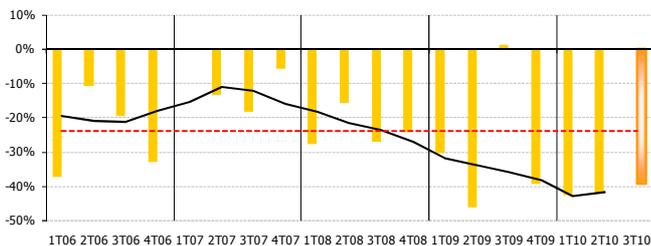
PRIX DE VENTE



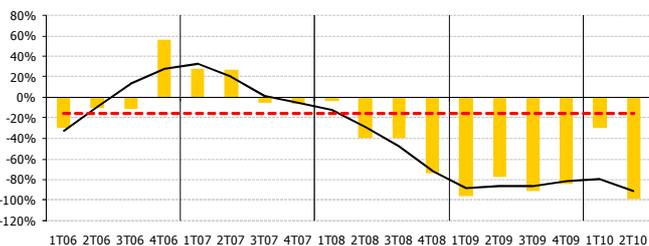
EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT



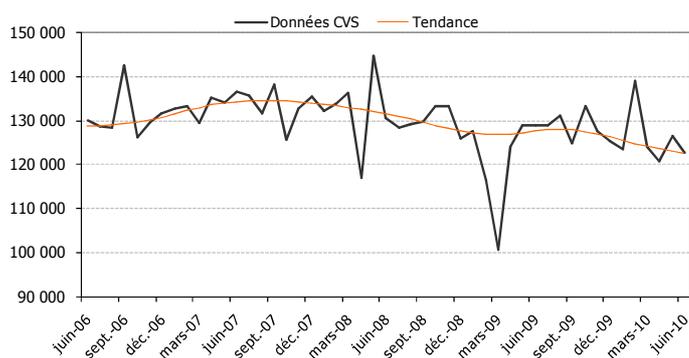
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

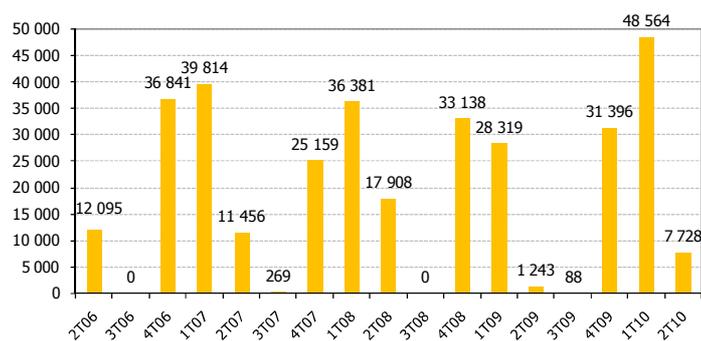
La fréquentation touristique

Nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire



Source : CCIM, données mensuelles

Nombre de croisiéristes reçu à la Martinique



Source : DD PAF Martinique, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de passagers de l'aéroport	111,3	117,9	113,7	112,5	138,3	125,9	114,6	107,3	766,1	-4,7 %	4,5 %

Source : CCIM, données mensuelles

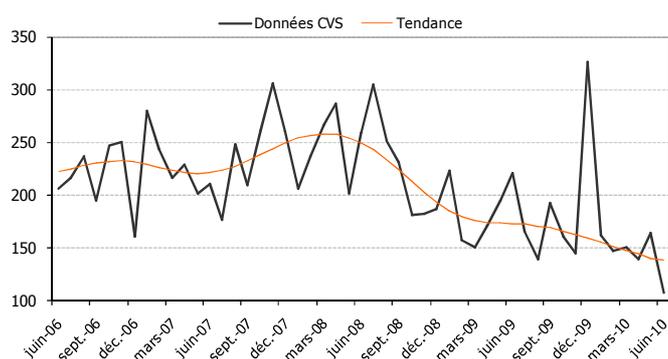
Trafic maritime en milliers	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de croisiéristes	0	0	0	0	14,3	7,5	0	0,2	56,3	ns	90,4 %

Source : DD PAF - données mensuelles

Les entreprises

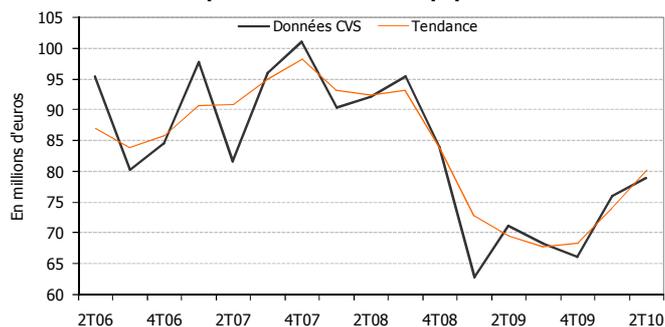
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



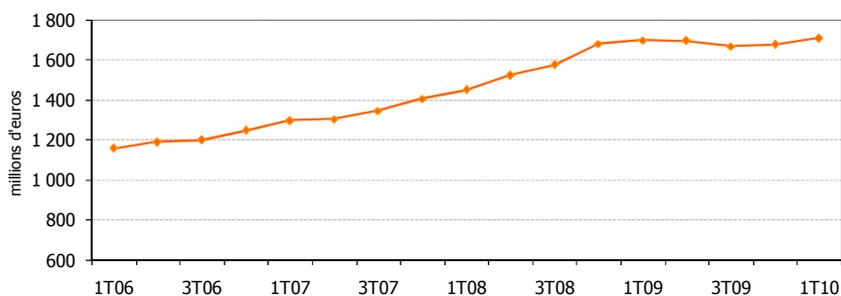
Source : AAA, données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

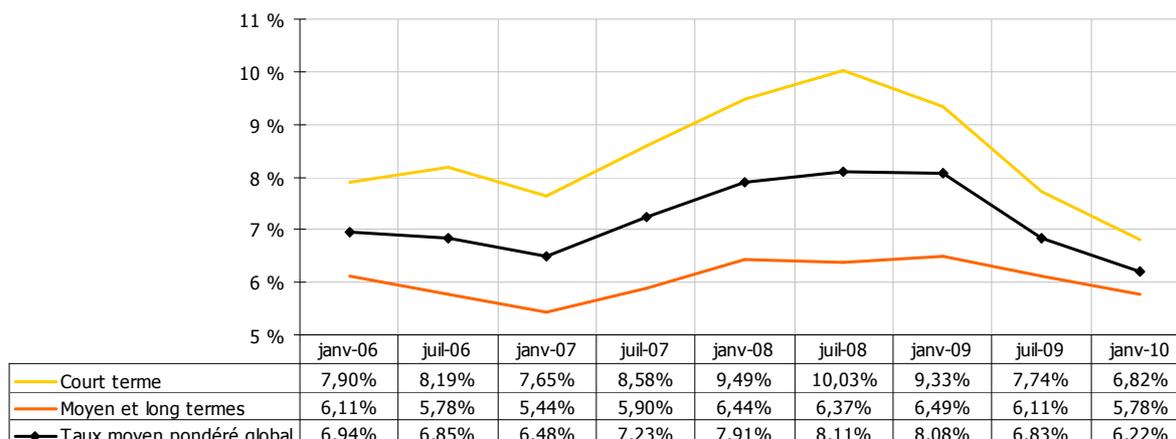
Encours de crédits à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises



Source : Iedom, données trimestrielles – Etablissements installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Evolution des taux moyens pondérés des crédits aux entreprises

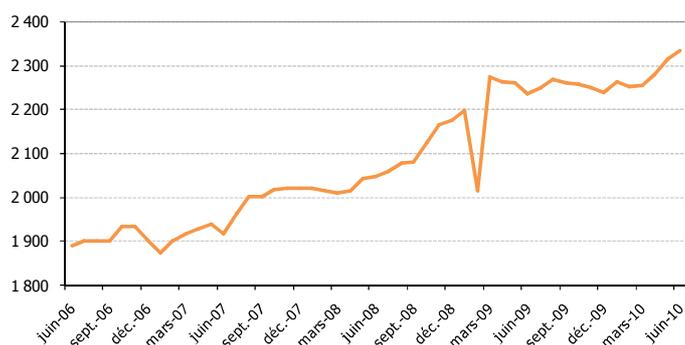


Source : Iedom, données semestrielles

* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

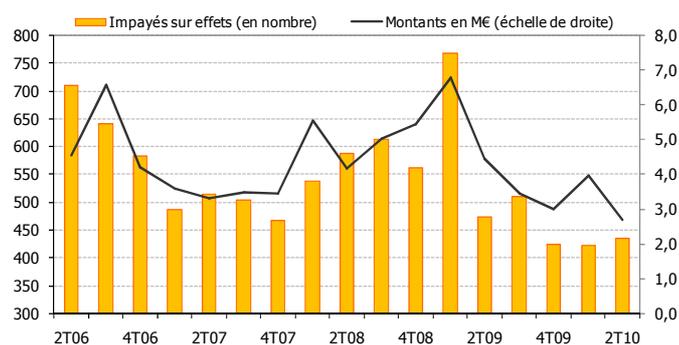
La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles
Etablissements installés localement

Dernières données chiffrées

Immatriculations	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules utilitaires neufs	236	244	303	257	165	160	155	127	885	-50,6 %	-23,2 %

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens d'équipement	90,3	76,4	85,0	65,1	64,4	76,5	75,0	72,0	147,0	10,5 %	15,4 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux entreprises	1 156,4	1 296,2	1 450,4	1 698,2	1 693,0	1 667,2	1 675,7	1 707,9	0,6%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés (en %)	Janvier 2006	Juillet 2006	Janvier 2007	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Janvier 2009	Juillet 2009	Janvier 2010	Var. en pts de base sur 1 an
Crédits court terme	7,90	8,19	7,65	8,58	9,49	10,03	9,33	7,74	6,82	-251,0
Crédits moyen long termes	6,11	5,78	5,44	5,90	6,44	6,37	6,49	6,11	5,78	-71,0
Taux moyen pondéré global	6,94	6,85	6,48	7,23	7,91	8,11	8,08	6,83	6,22	-186,0

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Interdictions bancaires	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Personnes morales	1 891	1 918	2 049	2 236	2 254	2 279	2 316	2 334	4,4 %

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

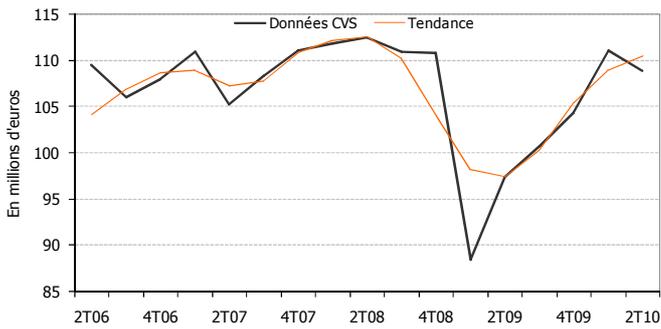
Impayés sur effets	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	$\frac{2T10}{2T09}$
Nombre d'effets	711	514	587	474	510	425	422	434	-8,4 %

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

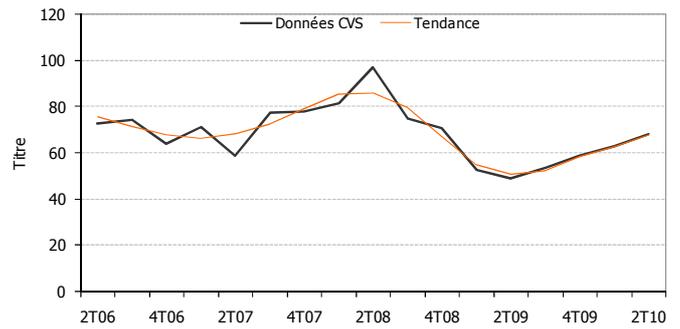
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



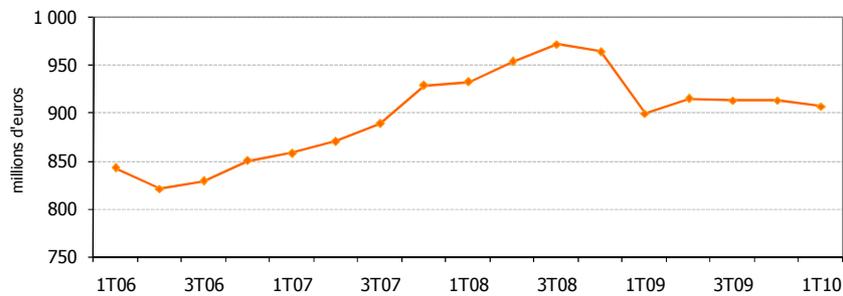
Source : Douanes, données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

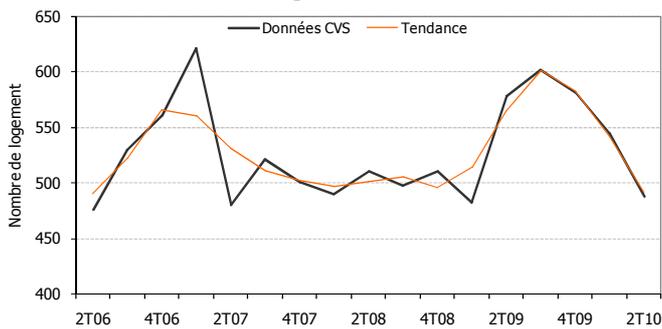
Encours de crédits à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles
Etablissements installés localement ou non

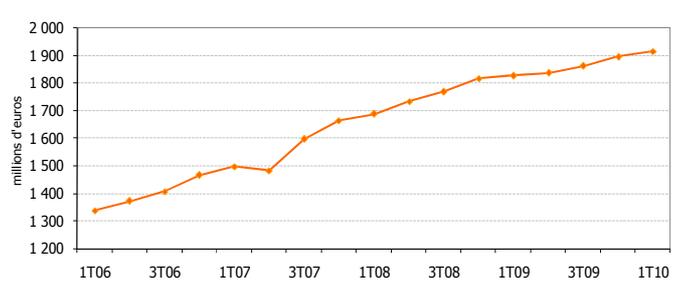
L'investissement des ménages

Attestations de conformité électrique attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Encours de crédits à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles
Etablissements installés localement ou non

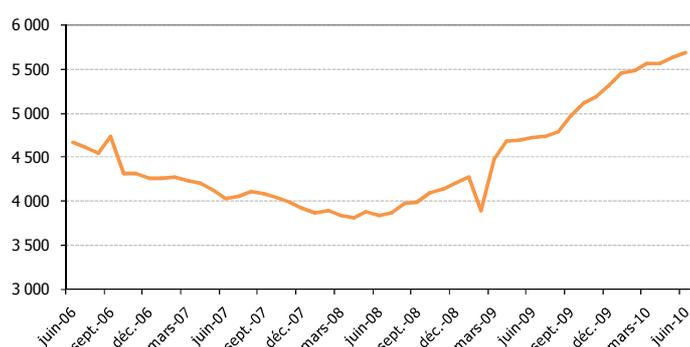
La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdit bancaire



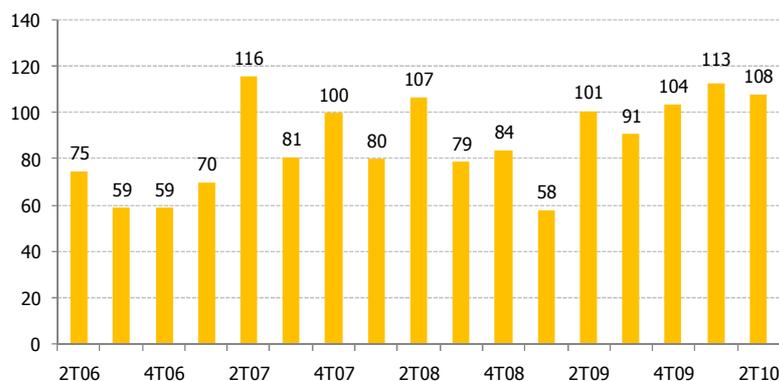
Source : Banque de France, données mensuelles

Retrait de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

Dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens de consommation	115,7	110,1	116,5	100,2	97,1	112,7	103,1	111,6	214,7	11,4 %	17,9 %
Produits de l'industrie automobile	63,3	51,3	83,5	42,2	53,6	73,9	55,6	59,2	114,7	40,2 %	28,5 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédit à la consommation en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	842,4	857,7	931,6	899,1	914,5	912,6	917,6	906,4	0,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique <i>nombre</i>	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Logements individuels neufs	509	511	544	617	599	641	452	522	974	-15,4 %	-4,6 %

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat <i>en millions d'euros</i>	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	1 912,7	4,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdictions bancaires	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Personnes physiques	20 687	19 036	18 136	18 716	18 632	18 748	18 771	18 770	0,3 %

Source : Banque de France, données mensuelles

Retrait de cartes bancaires	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Nombre de cartes bancaires	4 663	4 028	3 837	4 719	5 573	5 571	5 641	5 686	20,5 %

Source : Banque de France, données mensuelles

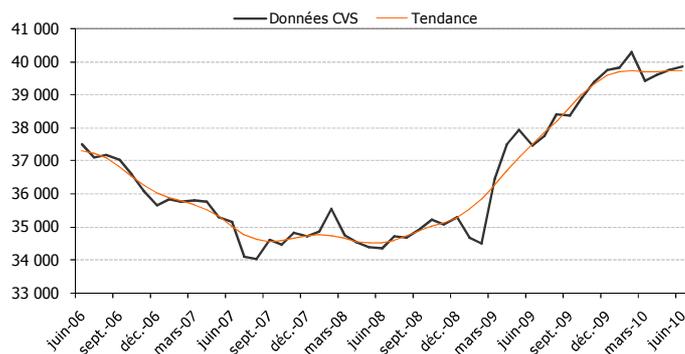
Surendettement <i>nombre</i>	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Dépôts de dossiers	75	116	107	101	91	104	113	108	221	6,9 %	39,0 %

Source : Iedom, données trimestrielles

Sélection d'indicateurs macro-économiques

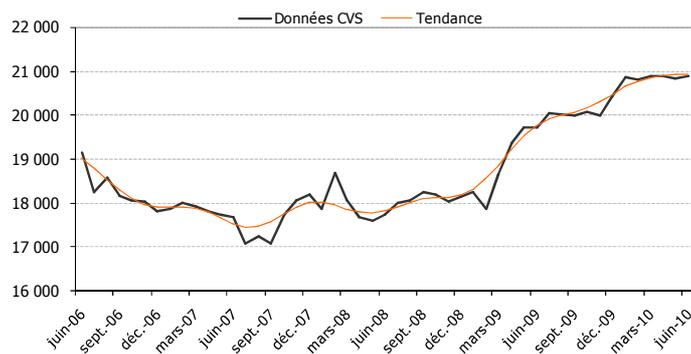
Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A



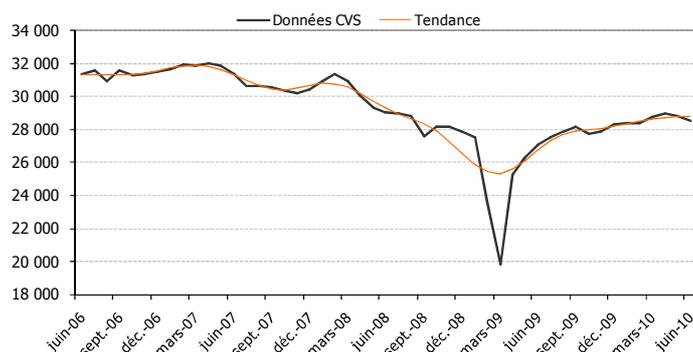
Source : DTEFP, données mensuelles

Nombre d'allocataires de Pôle emploi



Source : Assedic, données mensuelles

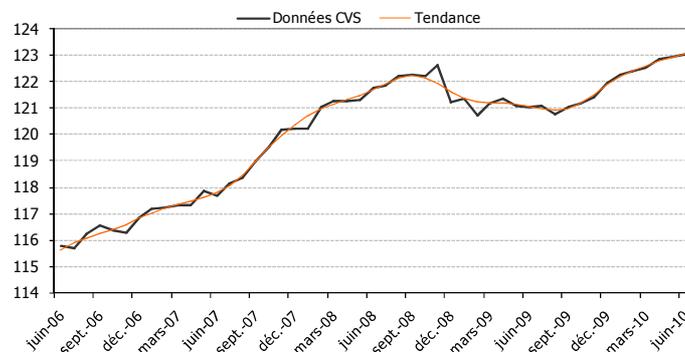
Nombre de bénéficiaires du RMI



Source : Caf, données mensuelles

L'inflation

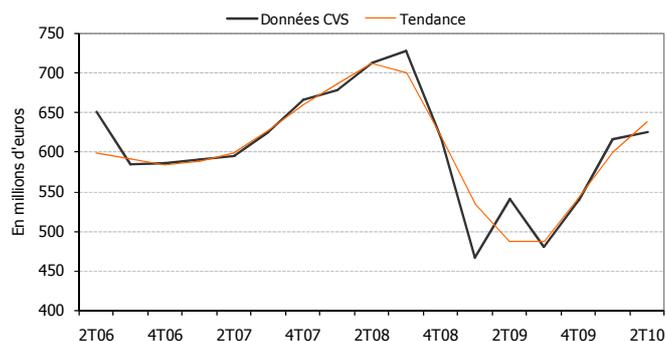
Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

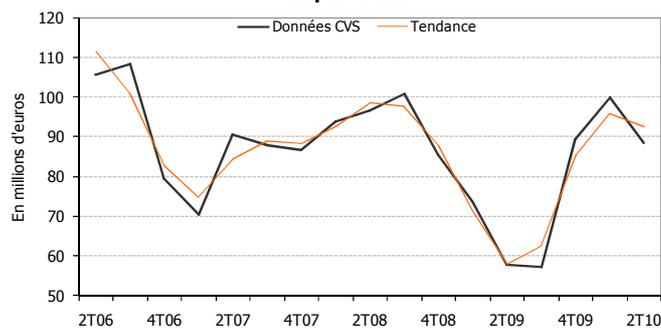
Le commerce extérieur

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Commerce extérieur

(en millions d'euros)	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	Cumul 2010	$\frac{2T10}{2T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	103,8	85,9	90,0	52,7	59,6	93,2	100,8	80,0	180,8	51,8 %	43,3 %
Importations	625,4	567,7	672,4	505,6	494,6	586,2	584,2	583,0	1 167,1	15,3 %	23,3 %
Taux de couverture	16,6 %	15,1 %	13,4 %	10,4 %	12,1 %	15,9 %	17,3 %	13,7 %	15,5 %	+3,3 points	10,8 %

Source : Douanes- données trimestrielles

Demandeurs d'emploi	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Nombre de DEFM A	36 811	34 455	33 653	36 691	39 314	38 812	38 872	39 021	6,4 %

Source : DTEFP - données mensuelles

Pôle emploi	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Nombre d'allocataires	18 758	17 320	17 369	19 327	20 934	20 656	20 481	20 470	5,9 %

Source : Pôle emploi - données mensuelles

RMI	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Nombre d'allocataires	31 325	31 277	28 991	27 007	28 262	28 339	28 347	28 479	5,5 %

Source : Caf - données mensuelles

Prix base 100 : 1998	juin 2006	juin 2007	juin 2008	juin 2009	mars 2010	avril 2010	mai 2010	juin 2010	$\frac{\text{juin.2010}}{\text{juin.2009}}$
Indice des prix à la consommation	115,6	117,4	121,4	120,6	122,7	122,5	122,4	122,6	1,6 %

Source : Insee - données mensuelles

Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

Evolution statutaire et institutionnelles de l'outre-mer (<i>septembre 2007</i>)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (<i>octobre 2006</i>)	
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (<i>octobre 2007</i>)	
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (<i>décembre 2007</i>)	
Le secteur des transports dans les DCOM (<i>décembre 2007</i>)	
Compétitivité des ports ultramarins dans les DCOM (<i>décembre 2007</i>)	
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (<i>septembre 2008</i>)	
La filière des déchets à la Guadeloupe (<i>octobre 2008</i>)	
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (<i>décembre 2008</i>)	
Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice (<i>juillet 2009</i>)	
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (<i>décembre 2009</i>)	
Panorama de l'activité bancaire des les DOM en 2008 (<i>décembre 2009</i>)	
L'habitat dans les outre-mer français (<i>février 2010</i>)	
Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (<i>mars 2010</i>)	

Les notes expresses (dernières parutions)

N°54 Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (<i>avril 2009</i>)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N°55 Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (<i>avril 2009</i>)	
N°56 Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (<i>avril 2009</i>)	
N°57 Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (<i>avril 2009</i>)	
N°59 Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (<i>avril 2009</i>)	
N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (<i>avril 2009</i>)	
N°61 Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (<i>juin 2009</i>)	
N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (<i>novembre 2009</i>)	
N°63 L'habitat à la Réunion (<i>novembre 2009</i>)	
N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (<i>décembre 2009</i>)	
N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (<i>janvier 2010</i>)	
N°66 L'habitat à Mayotte (février 2010)	
N°67 L'année 2009 à la Martinique (<i>mars 2010</i>)	
N°68 L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs (<i>mars 2010</i>)	
N°69 Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme (<i>mars 2010</i>)	
N°70 Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane (<i>mars 2010</i>)	
N°71 L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes (<i>mars 2010</i>)	
N°72 Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe (<i>mars 2010</i>)	
N°73 Synthèse de l'année 2009 à la Réunion (<i>mars 2010</i>)	
N°74 La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité (<i>mars 2010</i>)	
N°75 L'habitat dans les outre-mer français (<i>mars 2010</i>)	
N°76 L'Habitat à la Martinique, un marché sous contraintes (<i>mai 2010</i>)	
N°77 Panorama de la Réunion en 2009 (<i>juillet 2010</i>)	
N°78 Panorama de Mayotte en 2009 (<i>juillet 2010</i>)	
N°79 Panorama de la Martinique en 2009 (août 2010)	

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

- Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (<i>mars 2004</i>)	Gratuit sur internet
- Réunion : Une double transition presque réussie (<i>octobre 2004</i>)	
- L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (<i>juin 2005</i>)	
- Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (<i>novembre 2005</i>)	
- Les entreprises de Martinique (<i>septembre 2007</i>)	
- Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (<i>octobre 2007</i>)	
- Guyane : un développement sous contraintes (<i>juin 2008</i>)	
- Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (<i>décembre 2008</i>)	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
• Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (<i>décembre 2006</i>)	
(agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	
• Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail) (<i>décembre 2006</i>)	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom
au 05 96 59 44 12**

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 **Fax** : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : Iedom
Imprimeur : Iedom
Achevé d'imprimer le 6 septembre 2010
Dépôt légal : septembre 2010
N° ISSN 0296 – 3116